

**Intervention d'Alfred Marie-jeanne,
Président de la Collectivité Territoriale de Martinique
4^{ème} Forum RUP, 30 mars 2017, Bruxelles**

Madame la Commissaire européenne pour la Politique Régionale,

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération d'Espagne

Madame la Secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes du Portugal,

Monsieur le Secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie de la France,

Mes chers collègues et amis, Présidents des Régions Ultrapériphériques,

Mesdames et Messieurs les représentants des instances européennes et des autres organismes représentés,

Cher(e)s Collaboratrices et collaborateurs,

Mesdames et Messieurs.

Il y a 60 ans, naissait l'Union Européenne avec un rôle de contrepoids géopolitique et de reconstruction d'un continent alors dévasté par les effets de la guerre.

Quel bilan à tirer et quelle perspective pour demain ?

D'un côté, la montée de l'euro-scepticisme dans quatre des six pays fondateurs (France, Italie, Belgique, Allemagne), exacerbée par le départ d'un de ses Membres, le Royaume-Uni.

De l'autre côté, le réveil du protectionnisme avec une nouvelle gouvernance inquiétante des Etats-Unis d'Amérique qui se dessine, plus controversée, plus autarcique, plus exclusive, plus menaçante que jamais.

Face à cette vague anti-européenne, malgré toutes les avanies endurées, les RUP restent, jusqu'à présent, vos alliées.

A l'occasion du 60^{ème} anniversaire du Traité de Rome, est-il utile de rappeler notre adhésion à ses valeurs fondatrices, à savoir les idéaux de liberté, de paix et de solidarité consacrés dans l'hymne européen.

L'Union européenne dans ses craquements d'aujourd'hui est frappée d'un démantèlement quasi irréversible.

Auparavant, le regard que l'on portait sur les RUP était euro-centré.

Il était condescendant et se faisait à partir du même schéma de conquête de territoires extérieurs à l'Europe : conquérir, exploiter, maîtriser, puis assimiler.

Constatons que le monde a changé, change, et que rien ne pourra arrêter ce processus.

Les fragmentations sont à l'œuvre d'un côté, les regroupements s'opèrent dans maints autres endroits.

Notre regard nous autorise à penser avec vous, et le présent et le futur, avec l'objectivité adaptée aux circonstances.

Mesdames et messieurs,

Après la Conférence de Funchal en septembre 2016, ce 4^{ème} Forum des RUP est l'occasion de nous retrouver, accompagnés de socio-professionnels, d'organismes et d'institutions divers, pour une refonte substantielle des rapports entre nous.

Nous retrouver, pas seulement pour échanger des politesses ou renouveler des allégeances.

C'est l'opportunité d'un échange direct et franc sur des sujets majeurs.

A ce titre, pour ne prendre qu'un exemple, il importe de définir une trajectoire plus appropriée, plus adaptée à notre développement.

Ce Forum arrive à point nommé pour revisiter nos liens et nos rapports de manière interactive, consensuelle et non plus imposée.

A cet égard, venant de tout bord, toute une profusion de contributions et de rapports, quant à ce qui serait préférable ou pas pour nous les RUP, circulent.

Qu'on ne s'y méprenne pas !

Qui mieux que les RUP peut exprimer ce qui serait bon pour ses propres concitoyens et ses territoires ?

A titre d'exemple, le 22 mars dernier, la Commission Pêche du Parlement européen, dans le cadre de l'examen du rapport RODUST sur la gestion des flottes de pêche dans les RUP, n'a pas approuvé la réintroduction des aides d'Etat pour la construction de nouveaux navires.

Or le renouvellement de la flotte est vital pour la survie et le développement de ce secteur.

Nous vous alertons depuis dix ans et le message n'est jamais passé.

Paradoxalement, le rapport Omarjee sur le renouvellement des flottes de pêche des RUP, adopté en février 2017, déplore que les RUP ne bénéficient pas de soutien à la modernisation et à l'augmentation de leur capacité de pêche.

Cette position a été réintroduite dans un autre Rapport Omarjee sur la promotion et le développement dans les RUP ; rapport dans lequel la Commission Européenne est, à nouveau, exhortée à autoriser les aides au renouvellement des flottes de pêches traditionnelles des RUP.

Il y a beaucoup trop de jeux d'influence qui nuisent à l'appréciation d'une question aussi importante que celle-là

Cette problématique est reprise dans notre Mémoire que le Président de la Conférence des Présidents des RUP, M. Rodolphe ALEXANDRE, devait remettre, en personne à Monsieur le Président, Jean-Claude JUNKER.

La cause de sa non-présence parmi nous est le concentré des promesses et des engagements non tenus.

La situation en Guyane met aussi en lumière les paradoxes encore trop nombreux, auxquels nous sommes confrontés, dans la mise en œuvre des différentes politiques de l'Union européenne.

Je n'évoque même pas, les nombreuses difficultés matérielles et techniques, qui ne sont pas de notre fait, de mise en œuvre des programmes de la présente période 2014-2020.

Ce Mémoire, basé sur l'article 349 du Traité de Fonctionnement de l'Union européenne, est une opportunité à saisir par la Commission Européenne d'inscrire les RUP, dans une dynamique de co-construction des futures politiques sectorielles de l'Union européenne.

Plus que jamais, **l'implication de la Commission Européenne au plus haut niveau politique** s'avère nécessaire, c'est-à-dire que les Commissaires eux-mêmes portent les intérêts de nos territoires.

Cette proposition je l'ai exprimée en avril 2016 à Monsieur le Président de la Commission Européenne, Jean-Claude Juncker ; proposition que j'ai réitérée à Madame Corina Cretu, la Commissaire en charge de la politique régionale, à Funchal en septembre 2016.

Car comment comprendre que l'Union européenne reconnaisse les apports et les potentialités de nos territoires, et qu'elle soit frappée d'amnésie, dès lors qu'elle élabore ses politiques et négocie des accords internationaux.

En effet, pour poursuivre sur l'exemple de la pêche, l'Union Européenne a déjà donné son accord à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) pour que des dérogations soient accordées aux pays moins avancés (PMA) et aux pays ACP (Afrique Caraïbe Pacifique), afin que ces pays puissent

bénéficiaire de subventions de pêche, et ce pour des raisons de préservation de l'emploi. Et nous alors ?

Cette incohérence ne peut continuer à nos dépens.

Nous désirons écrire avec vous, auprès de vous, mesdames et messieurs les commissaires, les scénarii de la nouvelle période qui s'ouvre et s'offre à l'Union et à Nous, et sans plus tarder.

Mesdames et Messieurs,

L'opportunité m'est donné de partager à nouveau avec vous sur ces enjeux qui demeurent prégnants pour tous nos territoires, et particulièrement dans la Caraïbe composée de pays indépendants et non indépendants.

Et je suis ici, aussi leur porte-parole.

Nous ne pouvons être inattentifs à la situation de nos voisins, Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) de la Caraïbe,

Ne me demandez pas d'être insensible à l'impact du Brexit sur leurs sociétés et leurs économies.

Pour vous en convaincre, dans les conclusions du récent Forum Union européenne/PTOM tenu à Aruba en février 2017, il ressort que les revendications de ces pays s'apparentent fortement aux propositions que nous vous faisons dans notre mémorandum.

Malgré nos différences statutaires, nos problématiques se rejoignent.

Alors pourquoi perpétuer un traitement différencié, dans des procédures administratives complexes et inappropriées.

Je plaide encore une fois pour plus d'implication politique de la Commission Européenne.

Je plaide pour nous et pour eux, afin qu'ensemble nous fassions preuve de plus d'audace dans les solutions à apporter, pour une intégration de nos territoires dans nos bassins de vie respectifs.

C'est une revendication déjà ancienne - qui a eu des balbutiements avec la tenue, en Martinique, en Novembre 2005, du Séminaire Clovis Beauregard et la création de quatre groupes de travail thématiques - et qui reste toujours une nécessité impérieuse, après 12 ans de tâtonnement.

Il nous appartient maintenant de la formaliser en dépassant nos zones de confort et nos croyances limitantes.

Cette approche devra être le creuset dans lequel se forgeront des projets partagés avec nos voisins sur autant de thématiques qui nous occupent et qui nous préoccupent :

- l'amélioration des interconnexions aériennes, portuaires et numériques,
- le développement du potentiel humain,
- la valorisation des énergies renouvelables
- la préservation de notre environnement, de notre biodiversité et la lutte contre les effets dévastateurs du changement climatique,
- la croissance économique avec des sujets importants tels que le tourisme, les économies dites bleue, verte ou circulaire,
- le développement des industries créatives et culturelles.

C'est au nom de cette perspective que les RUP vous tendent la main, non pas celle d'un mendiant, mais celle d'un partenaire, conscient et plus que jamais déterminé, pour rendre plus efficaces les économies de leurs territoires.

En conclusion, permettez que je rappelle le thème de cette conférence : ***Les Régions Ultrapériphériques, Terres d'Europe dans le monde : vers une stratégie renouvelée.***

La réciproque doit aussi être vraie : ***l'Europe, Terre des RUP dans le monde pour une stratégie renouvelée.***

C'est pertinent de ma part et non insolent.

Merci pour votre écoute

Mèsi an pil

Mèsi an chay

Alfred Marie-Jeanne

Président de la Collectivité Territoriale de Martinique